

"Juncker, l'arme ultime des petits pays" dans Le Quotidien

Légende: Le 7 mars 2003, le journal luxembourgeois Le Quotidien commente les efforts du Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker pour rassembler autour d'une position commune ses homologues des petits États membres de l'Union européenne à la veille du Conseil européen de Bruxelles des 20 et 21 mars.

Source: Le Quotidien. 07.03.2003. Luxembourg: Lumedica S.A.

Copyright: (c) Le Quotidien

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"juncker_l_arme_ultime_des_petits_pays"_dans_le_quotidien-fr-ca08b631-f0e8-4755-bbba-cd6db48bfae4.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Juncker, « l'arme ultime » des petits pays

Le Premier ministre réunira les « petits États » de l'UE à Luxembourg pour éviter d'être mangés à la sauce franco-germano-espagnol au menu concocté par Giscard d'Estaing

Alain Kleeblatt

On connaît déjà, sur le plan sportif, les jeux des petits États. Voilà que Jean-Claude Juncker va réunir à Luxembourg le premier «sommet politique» des petits États de l'Union européenne.

La réunion des Premiers ministres du Bénélux, du Portugal, d'Autriche, d'Irlande et de Finlande se tiendra le 19 mars prochain, à la veille du Conseil de l'Union européenne qui se déroulera les 20 et 21 mars à Bruxelles.

Au programme du grand comme du petit sommet : l'avenir des institutions européennes à travers les résultats de la Convention européenne présidée par Valéry Giscard d'Estaing.

On peut mesurer l'importance que Jean-Claude Juncker attribue à ce sommet des petits États lorsque l'on sait qu'il renoncera à participer à un Conseil des ministres de l'Économie et des Finances dont l'ordre du jour pourrait notamment porter sur la directive de la fiscalité de l'épargne. **«Il faut donner un signal, lancer une contre-offensive des petits pays contre certaines conclusions tirées par la présidence de la Convention. Il faut faire savoir que plusieurs États ne sont pas d'accord avec les propositions de Giscard d'Estaing, lui-même appuyé par l'Allemagne la France et l'Espagne»** a noté le ministre d'Etat luxembourgeois lors du briefing à la presse.

Jean-Claude Juncker n'a pas hésité à utiliser les termes «d'arme ultime» pour qualifier cette réunion de Luxembourg. Par rapport aux propositions – dont celle d'instituer un «président européen» – le chef du gouvernement luxembourgeois souhaite un rééquilibrage en faveur des petits pays en se basant sur le «mémoire du Benelux». Ce texte insiste sur le maintien des institutions actuelles qu'il importe de rendre «plus efficaces» plutôt que de rendre l'architecture institutionnelle «plus complexe».

Mémoire du Bénélux

Le mémoire souhaite renforcer la Commission de Bruxelles qui doit rester «collégiale». Le Benelux s'oppose à désigner le président du Conseil pour une longue durée, réaffirme que le rôle des États membres (donc des «petits») doit être respecté lors de la détermination de la présidence des conseils. La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg réaffirment leur attachement au maintien de la rotation (de la présidence) au niveau du Conseil européen et des conseils spécialisés.

La vision du Benelux s'oppose ainsi à une contribution aux travaux de la Convention portant sur les institutions de la future Union européenne élargie. Le député français Alain Lamassoure (UDF) et près d'une trentaine d'autres membres préconisent que le président de la Commission européenne soit désormais élu à la majorité simple par le Parlement européen.

Le texte commun du Benelux se termine par la phrase suivante : «Les pays du Benelux invitent les autres États membres présents et futurs qui partagent la même vision sur l'avenir de l'Union européenne à s'associer aux propositions formulées dans le présent mémoire».

Le Portugal, l'Autriche, l'Irlande et la Finlande (la Grèce qui assume la présidence se doit d'afficher une certaine neutralité et s'est donc désistée) auront l'occasion le 19 mars prochain de se montrer solidaires sur la voie tracée par les pays du Benelux. Pour peut-être utiliser Jean-Claude Juncker comme l'«arme ultime» dans ce bras de fer européen qui se joue entre «grands» et «petits».